

De nouvelles mesures pour faire avancer la mise en œuvre du programme de gouvernement



Photo : Estudios Revolución

La Havane, 20 fév (RHC) De nouvelles mesures qui démontrent l'avancement du Programme de Gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie au cours de l'année 2025 ont été annoncées ce mercredi par le membre du Bureau Politique et Premier Ministre, Manuel Marrero Cruz, lors de la réunion de février avec les gouverneurs et le maire de la municipalité spéciale de l'Île de la Jeunesse.

Il a expliqué qu'il s'agit d'actions visant à encourager les économies, basées sur l'actualisation des tarifs d'électricité dans certains secteurs, la régulation centralisée des prix maximaux de vente au détail du riz et des haricots produits au niveau national, l'actualisation du système de prix de la construction pour tous les acteurs économiques, les modalités commerciales entre les entités étatiques et les formes de gestion non étatiques, la recherche de liens productifs, et l'utilisation de cartes prépayées par les personnes

morales pour l'achat, principalement, de carburants.

D'autres mesures visent également à appliquer des incitations pour attirer les investisseurs étrangers dans la zone spéciale de développement de Mariel, à mettre en place un nouveau mécanisme de gestion, de contrôle et d'allocation des devises pour tous les acteurs économiques, à réorganiser le commerce réalisé par des formes de gestion non étatiques et à redistribuer la non-exécution du fonds salarial dans les unités budgétisées, afin d'encourager la permanence de la main-d'œuvre, sur la base de l'accomplissement de ses fonctions et de ses missions.

Lors de la réunion, au cours de laquelle il a été rappelé que le Programme de gouvernement - approuvé en janvier dernier lors du Conseil des ministres - est « une question transversale, qui inclut toutes les essences et politiques de la vie économique et sociale du pays », Marrero Cruz a signalé que les mesures sont en cours d'application, en fonction de l'assurance qu'elles requièrent, et que de plus amples informations à leur sujet seront fournies dans les jours à venir.



Photo : Estudios Revolución

SOINS À LA MÈRE ET À L'ENFANT

L'amélioration des résultats du programme de soins maternels et infantiles de l'année dernière est un défi majeur non seulement pour les professionnels de la santé, mais aussi un objectif prioritaire pour l'État et le gouvernement cubains. C'est pourquoi la réunion - depuis le Palais de la Révolution et par vidéoconférence - a insisté sur la nécessité d'une approche globale de la part de multiples secteurs et organisations, afin de continuer à unir les forces dans la prise en charge de ce programme sensible.

Reynold García Moreiro, vice-ministre de la santé publique, a rappelé qu'un plan stratégique avec des actions à développer dans les territoires, y compris la mise en œuvre de nouvelles mesures pour la réorganisation et le fonctionnement des soins de santé primaires, est prévu pour 2025. « Un processus de transformations a déjà été réalisé dans tout le pays, visant à garantir la couverture médicale, selon les nouvelles bases organisationnelles du programme des médecins de famille et des infirmières ».

En outre, il a indiqué que des travaux sont en cours pour compléter la structure de gestion des soins de santé primaires et secondaires, la préparation et la formation sur le contrôle du programme, ainsi que pour continuer à perfectionner les protocoles établis.

À cet égard, le Premier ministre a fait remarquer qu'en pleine économie de guerre, nous devons nous concentrer sur la résolution des problèmes subjectifs. Il s'est demandé pourquoi il y a des territoires qui, dans la même situation, s'en sortent bien et d'autres non. « Nous devons voir comment nous pouvons inverser cette situation, minimiser les problèmes subjectifs ou les problèmes qui pourraient trouver une solution, sur la base de nos propres efforts ».

Le fonctionnement des entreprises agro-industrielles municipales était un autre sujet à l'ordre du jour. Ydael Pérez Brito, ministre de l'agriculture, a rappelé que cette décision s'inscrit dans le cadre du processus de décentralisation des compétences vers les territoires et de la mise en œuvre de la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il a ajouté qu'à ce jour, 116 entreprises dans 110 municipalités ont été transférées, fusionnées ou autorisées à être créées par le ministère de l'économie et de la planification.

Le vice-premier ministre, Jorge Luis Tapia Fonseca, a insisté sur l'évaluation systématique des capacités productives et économiques et des résultats des entreprises.

Il a affirmé que les ministères de l'économie et de la planification, des finances et des prix, l'Office national des impôts..., tous les organismes qui doivent contribuer à faire de ces entreprises, dans les mois à venir, des exemples dans le pays, doivent être impliqués. Les meilleures coopératives doivent se trouver dans ces entreprises, qui comptent plus de 1 300 formes de production, a-t-il ajouté.



Photo : Revolution Studios

LES SERVICES COMMUNAUX À L'HONNEUR

Le dernier point à l'ordre du jour de la réunion était la présentation d'une proposition de politique pour le fonctionnement et le contrôle des services communaux, l'une des questions publiques les plus sensibles. Selon le Premier ministre, il s'agit d'un service qui a un impact transversal sur la vie économique et sociale du pays, et il a souligné la responsabilité que doivent avoir les provinces et les municipalités pour garantir leurs services communaux.

« Nous savons qu'il y aura toujours des questions objectives liées aux ressources qui n'auront pas de solution à court terme, mais beaucoup de choses peuvent être faites », a déclaré M. Marrero Cruz, à la suite du rapport approfondi qui a analysé le contexte, les causes et les conditions qui ont eu un impact sur la situation actuelle des services communaux.

La proposition vise à donner la priorité à la gestion des processus et à l'application de l'économie circulaire, entre autres outils ; à définir rationnellement les besoins budgétaires des gouvernements locaux pour financer toutes les activités requises ; et à rendre digne le travail de ce secteur, étant donné son importance et sa signification dans la vie nationale, territoriale et locale, y compris un programme complet de soins pour tout le personnel.

Partageant plusieurs réflexions avec les participants à la réunion, le Premier ministre a assuré que personne ne peut être surpris par le scénario complexe que nous vivons cette année. Il a insisté sur le fait que l'intensification du blocus, les mesures de persécution et les pressions financières constituent le principal défi, mais qu'il existe également des insuffisances qui nous sont propres et qui affectent notre capacité à réaliser les programmes et les objectifs proposés. Il a réaffirmé qu'« il y a beaucoup de choses qui peuvent être faites différemment ». (Source : Granma)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/377048-de-nouvelles-mesures-pour-faire-avancer-la-mise-en-oeuvre-du-programme-de-gouvernement>



Radio Habana Cuba